# L’économie américaine paie très cher un semblant de reprise

28/12/2009 à 10h00

**Il est de plus en plus évident que la reprise économique américaine doit beaucoup aux mesures de relance monétaires et budgétaires décidées en 2008. Le produit intérieur brut (PIB) du troisième trimestre est la dernière statistique en date à le confirmer : après révision, la croissance américaine en rythme annuel vient d’être arrêtée à 2,2 % sur la période.**

Les phases de reprise observées par le passé ont été bien plus dynamiques. On assiste aujourd’hui à l’effet boomerang des distorsions économiques et de l'”*effet d’éviction*” engendré par l’alourdissement de la dette publique.

> ***Dans le cas présent, le premier trimestre post-récession se caractérise par une croissance faible, qui s’explique surtout par le fait que les entreprises et les commerces ont commencé à refaire leurs stocks, par la dépense publique et par le dispositif de prime à la casse pour les automobiles.***

L’histoire récente montre que les récessions sévères ont souvent été suivies de convalescences toniques, stimulées de surcroît par un cycle des stocks en phase ascendante. Si les ralentissements modérés de 2000-2001 et de 1990-1991 ont débouché sur des rebonds de faible ampleur, les deux trimestres qui ont succédé aux cinq crises économiques de 1958, 1970, 1975, 1980 et 1982 ont arboré un taux de croissance annualisé très vigoureux : 6,7 % en moyenne.

La reconstitution des stocks va continuer de favoriser

l’activité, car il y a encore eu de grands mouvements de déstockage au troisième trimestre. Toutefois, au vu du recul de l’industrie manufacturière et des progrès réalisés en matière de gestion de ces stocks, on peut penser que cet influx positif ne sera pas à la hauteur des attentes.

Les plans de relance par la dépense publique et par la politique monétaire ont incontestablement produit des résultats dans le domaine de l’immobilier. En novembre, les ventes de logements anciens ont nettement bondi, pour atteindre le chiffre de 6,55 millions. Elles battent ainsi un record depuis février 2007, et se situent maintenant à moins de 10 % au-dessous du record absolu. Il est possible que le secteur ait bénéficié de l’expiration, le 30 novembre, des facilités de crédit accordées aux primo-accédants, mais comme leur prolongation jusqu’en juin 2010 a été décidée dès le 6 novembre, cet impact exceptionnel a dû rester limité.

Le taux d’épargne est, de son côté, passé de 5,4 % à 4,5 % entre le deuxième et le troisième trimestre : il est trop faible pour alimenter une croissance saine. Le déficit public atteint désormais 10 % du PIB et absorbe beaucoup de ressources financières. L’immobilier se redresse, mais l’économie n’en profitera pas. Dans ces conditions, on ne voit pas comment peut se former l’accumulation de capital nécessaire à la croissance.

Au troisième trimestre, les non-résidents ont continué de réduire leurs investissements productifs, qui ont maintenant reculé de 21 % par rapport à leur plus haut. Voilà les conséquences désastreuses d’une épargne insuffisante, d’une dépense publique excessive et d’une politique monétaire qui favorise la formation de bulles.

Le chiffre de la croissance du quatrième trimestre de l’année 2009 sera publié fin janvier 2010. On le trouvera peut-être présentable, quoiqu’inférieur à ceux des précédentes reprises. En revanche, il y a fort à parier qu’une analyse plus fine

confirmera que les perspectives à long terme ne sont pas bonnes pour l’économie américaine.

Le Monde